



Conseil économique et social

Distr. Générale

5 avril 2012

Français

Original: Anglais, Français, Russe

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-huitième session

Genève, 15 au 17 février 2012

Rapport du Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques sur les travaux de sa dix-huitième session

I. Participation

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa dix-huitième session à Genève du 15 au 17 février 2012.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants: Australie, Bélarus, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Thaïlande et Turquie.
3. L'Organisation mondiale des douanes a participé à la réunion.
4. Les organisations non-gouvernementales ci-après ont également participé à la réunion: GS1 et l'Organisation internationale de normalisation (ISO).
5. Le Président a ouvert la réunion. La Directrice de la Division du commerce et de l'aménagement durable du territoire a souhaité la bienvenue aux délégations au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et a souligné le rôle essentiel du CEFACT-ONU dans la promotion de l'intégration économique. Elle a invité les États membres et d'autres parties prenantes à soutenir la participation d'experts sans lesquels il n'est pas possible d'élaborer des recommandations et des normes et de les tenir à jour.

II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

6. Le Président a présenté ce point de l'ordre du jour. Tous les documents étaient disponibles dans les trois langues officielles de la CEE. La délégation française a exprimé une réserve et regrette quant à la manière de traiter le projet de Recommandation n° 37 dans

l'ordre du jour provisoire dans le cadre de la session Plénière. Selon la délégation française, l'agenda provisoire, point 5 de l'ordre du jour n'était pas présenté en vue d'une éventuelle approbation du projet de Recommandation n° 37 par les membres de la Plénière. Pour éviter de bloquer le travail de la Plénière, la délégation a décidé d'approuver l'ordre du jour, notant également qu'il a été convenu de reporter la discussion sur cette question jusqu'au 17 février matin.

7. La Plénière a adopté l'ordre du jour modifié et pris acte de la réserve de la délégation française. **(Décision 12-01).**

III. Questions découlant des travaux menés depuis la dix-septième session (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le secrétariat a porté à la connaissance de la Plénière le rapport sur le CEFACT-ONU établi par le Président pour être présenté au Comité exécutif en décembre 2011, qui portait sur les actions supplémentaires engagées par le CEFACT-ONU pour la mise en œuvre des recommandations du Comité exécutif. Celui-ci avait noté avec satisfaction le travail accompli en l'occurrence par le CEFACT-ONU ainsi que les activités du secrétariat en matière de renforcement des capacités et de soutien apporté aux pays en transition.

9. Le Comité exécutif avait demandé que soit établi pour décembre 2012 un rapport d'activité final sur la mise en œuvre de ses recommandations par le CEFACT-ONU et sur les résultats du processus de restructuration.

10. Le secrétariat a également fait savoir que le Comité exécutif, dans le cadre de l'évaluation de l'impact de la réforme de la CEE effectuée en 2005, procédait également à un examen des travaux des comités sectoriels de la CEE et de leurs organes subsidiaires. Il porterait essentiellement sur les résultats obtenus, les nouvelles questions émergentes ainsi que l'efficacité et l'efficacités des comités de la CEE et de leurs organes subsidiaires. S'agissant du Comité du commerce et du CEFACT-ONU, en tant qu'organe subsidiaire, cet examen devait avoir lieu en juin 2012.

11. Le secrétariat a donné un aperçu du renforcement des capacités et de l'appui apporté aux pays en transition, y compris les services consultatifs régionaux et les actions dans le cadre du Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie-Pacifique (UNNEXT), et il a également rendu compte du projet de Guide sur la facilitation du commerce et de l'approche commune adoptée par les commissions régionales vis-à-vis de la facilitation du commerce. Le secrétariat avait été invité à apporter son appui pour le renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce à la task force de l'Union européenne pour la Grèce.

12. La délégation japonaise a demandé si les activités du secrétariat figuraient dans le programme de travail du CEFACT-ONU et si elles faisaient l'objet d'un processus d'élaboration ouvert (PEO), en particulier dans le cas des matériels relatifs au renforcement des capacités mis au point et utilisés à l'appui de l'UNNEXT. Le secrétariat a répondu que ces matériels n'étaient pas des produits du CEFACT-ONU, qu'ils avaient été financés par le biais de fonds extrabudgétaires ou du Compte de l'ONU pour le développement et qu'ils ne faisaient pas l'objet d'un PEO. Par contre, les directives en matière de mise en œuvre élaborées par le CEFACT-ONU suivraient les étapes du PEO, et le Japon était encouragé à y apporter son appui. Le Président a fait référence au rapport au Comité exécutif, dans lequel il était précisé qu'à mesure que les nouvelles dispositions organisationnelles prenaient forme au cours des mois à venir, le Bureau du CEFACT-ONU et le secrétariat de la CEE accordaient également la priorité à une collaboration plus étroite, afin, en particulier, que les États membres en tirent profit grâce à un programme renforcé de

documentation sur la sensibilisation et le renforcement des capacités, s'agissant en particulier des directives en matière de mise en œuvre.

13. La Plénière a pris note des rapports présentés par oral sur les questions découlant des travaux menés et a demandé au Président et au secrétariat de rendre compte de ces questions à la dix-neuvième session en 2013. (**Décision 12-02**).

IV. Aperçu du Bureau de la Plénière sur les faits nouveaux (point 3 de l'ordre du jour)

14. Le Président et les Vice-Présidents ont donné aux délégations un aperçu des faits nouveaux survenus depuis la dernière Plénière, en mettant l'accent sur les activités et les projets réalisés dans le cadre des volets du programme à élaborer: Facilitation du commerce et des transports, Chaîne d'approvisionnement, Aspects liés aux règlements, Aspects sectoriels et Méthodologie et technologie. Les activités d'appui au programme du Bureau ont également été présentées, en particulier les activités de type horizontal comme la communication, la coordination des échanges, l'entretien, la validation des normes et l'organisation de réunions du Forum.

15. Le secrétariat a fait une démonstration de l'utilisation des nouvelles pages du site Web de la CEE consacrées au CEFACT-ONU, qui avaient été améliorées au cours des derniers mois avec des moyens limités, et a montré comment on pouvait désormais accéder à la liste des projets en cours. Le secrétariat a également rendu compte de ses efforts visant à mettre en place une base de données d'experts. Le Bureau a fait une démonstration de son projet d'outil de type «Wiki» destiné à apporter un complément à la communication sur Internet pour les chefs de délégation et les experts, qu'il était envisagé d'intégrer au site Web de la CEE. Des outils similaires étaient déjà employés pour faciliter les activités relevant du Bureau, des volets du programme à élaborer et de l'appui au programme du Bureau.

16. La délégation russe a demandé si les membres du Bureau avaient chacun des missions particulières liées à leurs compétences respectives. Le Président a répondu que les tâches relevant du Bureau étaient effectivement réparties entre les différents Vice-Présidents en fonction de leurs compétences et de leur expérience, en particulier s'agissant de leurs responsabilités quant aux volets du programme à élaborer et à l'appui au programme du Bureau. La question des tâches et des aptitudes de chaque Vice-Président pourrait être abordée plus en détail lors de l'examen du programme du travail.

17. La délégation française a félicité le Bureau d'avoir présenté l'actualité du CEFACT-ONU de telle manière qu'elle puisse être comprise aisément par une personne dépourvue de connaissances techniques. Il s'ensuivait qu'il était possible de porter à l'attention du Comité exécutif une abondance d'informations l'aidant prendre conscience de l'utilité du CEFACT-ONU et à prendre des décisions concernant les domaines d'activités de la CEE qui pourraient faire le meilleur usage des ressources disponibles. La délégation française a également suggéré qu'il serait utile de mettre au point de nouveaux moyens de déceler et de corriger les erreurs telles que celles relevées dans la bibliothèque des éléments de base.

18. La Plénière a pris note de l'aperçu donné par le Bureau des faits nouveaux survenus depuis la dernière Plénière. Elle a également invité les délégations à trouver des possibilités de financement supplémentaires en vue de mieux appuyer les activités de sensibilisation du CEFACT-ONU (**Décision 12-03**).

V. Rapports des rapporteurs (point 4 de l'ordre du jour)

19. Les rapporteurs pour l'Afrique et pour l'Asie et le Pacifique ont présenté leurs rapports, contenus respectivement dans les documents ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/4 et ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/5. La Plénière a félicité les rapporteurs pour l'appui qu'ils continuaient d'apporter au développement des activités de sensibilisation du CEFACT-ONU et à la diffusion de ses travaux et résultats dans les régions de l'Afrique et de l'Asie et du Pacifique et les a invités à renforcer davantage les synergies entre régions.

20. Le Vice-Président (Biélorus) a présenté brièvement le fonctionnement des procédures communes et des corridors de transport dans les pays membres de l'Union douanière Biélorus-Fédération de Russie-Kazakhstan. La délégation russe a ajouté qu'elle assurait actuellement la présidence de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et qu'elle consacrait des ressources importantes à l'appui des travaux de l'APEC sur l'intégration économique dans la région, notamment des projets dans le domaine du commerce électronique. L'une des principales activités prévues à cet égard était une grande conférence de l'APEC sur le commerce et les transports qui se tiendrait à Singapour à la fin du mois de mars.

21. La délégation japonaise s'est enquis de la désignation exacte du Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique. Le Vice-Président (Inde) a répondu que le Rapporteur était chargé de l'Asie et du Pacifique et qu'il collaborait étroitement avec le Conseil Asie-Pacifique pour la facilitation du commerce et le commerce électronique (AFACT), lequel s'occupait lui aussi à la fois de l'Asie et du Pacifique¹.

22. La Plénière a pris note des rapports du Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique et du Rapporteur pour l'Afrique et demandé à l'un et à l'autre de présenter un rapport à la dix-neuvième session (**Décision 12-04**).

VI. Recommandations et normes du CEFACT-ONU (point 5 de l'ordre du jour)

23. La Plénière a transféré le droit d'approuver les listes de codes au Bureau. La plénière a transféré le droit d'approuver les listes de codes de l'ancien Groupe de gestion du contenu de l'information (ICG) au Bureau. Le suivi de la liste des valeurs serait dirigé par le (s) vice-président (s) responsable (s) du groupe du Soutien du Programme du Bureau. Cela avait été autrefois la responsabilité du Groupe de gestion de l'information de contenu (ICG). (**Décision 12-05**).

24. Le Bureau a présenté l'état d'avancement de la révision de certaines recommandations. La révision 9 de la Recommandation n° 23 sur le code du prix du fret (FCC) serait prête sous peu pour approbation pendant l'intersession. La version 2.0 de la méthode de modélisation du CEFACT-ONU avait été achevée et était disponible sur le site Web du CEFACT-ONU. En 2011 et 2012, le CEFACT-ONU avait également publié les versions 11A et 11B de l'EDIFACT-ONU et les versions 2011-1 et 2011-2 de la norme LOCODE-ONU.

¹

Il a été noté que la référence faite au Rapporteur pour l'Asie dans la décision 11-17 figurant dans le rapport de la Plénière précédente était erronée et qu'il aurait fallu lire «Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique», conformément à la structure, au mandat, aux cahiers des charges et aux procédures du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3).

25. Le Japon a demandé comment on facilitait la tenue à jour des recommandations et des normes après l'achèvement des travaux d'une équipe de projet. Il a été noté que cette tâche incombait aux Vice-Présidents, appuyés par les coordonnateurs de domaine.

26. La Plénière a pris note du rapport d'avancement de la révision 9 de la Recommandation n° 23 sur le code du prix du fret (FCC) et a demandé que la mise à jour soit communiquée pour approbation pendant l'intersession (**Décision 12-06**).

27. La Plénière a pris note des versions 2.0 du module de fondation et du module de base de la méthode de modélisation du CEFACT-ONU (UMM), D.11A de l'EDIFACT-ONU, 2011-1 et 2011-2 du LOCODE-ONU, 11A de la bibliothèque des éléments de base (CCL) et 3.1 du catalogue de types de données pour les éléments de base du CEFACT-ONU. Elle a noté que D.11B de l'EDIFACT-ONU devrait sortir en avril 2012 et que la révision 11B de la bibliothèque CCL serait soumise en mars 2012 (**Décision 12-07**).

28. La Plénière a demandé au Bureau et au secrétariat de faire tout leur possible pour que les recommandations et les normes nouvelles et révisées soient traduites en français et en russe en vue de leur approbation à la dix-neuvième session du CEFACT-ONU (**Décision 12-08**).

29. La Plénière a pris note de la note explicative du Bureau concernant le projet de la recommandation n° 37 (**Décision 12-10***).

30. La Plénière a discuté sur le projet de recommandation n° 37 sur l'interopérabilité des documents numériques signés (document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14/Rev.1, disponible en anglais, français et russe). La Plénière a reconnu que l'équipe du projet a complété le processus d'élaboration ouvert (PEO) avant de soumettre le projet de la recommandation n°37 lors de la session plénière en décembre 2010 ainsi que les révisions² ultérieures jusqu'en novembre 2011. La Plénière a remercié la dite-équipe de leur travail. La Plénière a décidé :

- que le processus continuerait sous la direction du Vice-Président du Bureau en charge du domaine Méthodologie et technologie ;
- d'entreprendre un travail pour établir un cadre pour la gouvernance en cours sur l'interopérabilité de la signature numérique en coordination avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et autres organisations liées aux mêmes travaux ;
- de demander à ce que la structure de ce cadre soit établi d'ici novembre 2012, enfin ;
- d'inclure au sein de cette structure un plan qui permettra au projet de la recommandation n°37 d'être mis en place avant la Plénière pour approbation intersessions. (**Décision 12-11**).

* Décision de numérotation: Il est à noter que la décision 12-09 a été ignorée par erreur dans la préparation du projet du rapport. Comme le nombre de décisions ultérieures (décision 12-09, 12-10, etc) sont d'ores et déjà référencées dans d'autres travaux, le secrétariat a décidé de ne pas réviser l'ordre de numérotation de décisions ultérieures dans la version finale du rapport.

² - ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14 «Recommandation n°37: Interopérabilité des preuves numériques signées» version du 27 septembre 2010 et ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14/Rev.1 «Recommandation n°37: Interopérabilité des documents numériques signés » version du 5 décembre 2011.

VII. Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (point 6 de l'ordre du jour)

31. Le Bureau a rendu compte des efforts qu'il avait accomplis pour continuer d'améliorer les fonctions du CEFACT-ONU, comme cela est expliqué dans le document intitulé «Aperçu et justification de la nouvelle structure du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/9) et les documents liés (voir paragraphe 34 ci-dessous).

32. La délégation suédoise a demandé des éclaircissements au sujet de la traduction des documents qui se trouvent au stade de l'examen public, sachant qu'il pourrait également être nécessaire de traduire des réponses. Il a été noté qu'il s'agissait là d'une option, et non d'une nécessité, et qui pourrait être considéré en relation sur son impact l'achèvement du projet dans le délai prévu.

33. La Plénière a pris note du document «Aperçu et justification de la nouvelle structure du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/9) et a demandé au secrétariat de le soumettre lors de la prochaine session du Comité du commerce. **(Décision 12-12).**

34. La Plénière a approuvé la révision 3 du document 15 sur la structure, le mandat, le cahier des charges et les procédures du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3), la révision 3 du document 17 sur la version révisée du Règlement intérieur du Bureau du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/17/Rev.3), la révision 2 du document 24 sur le processus d'élaboration ouvert (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/24/Rev.2), la révision 2 du document 20 sur la politique en matière de droits de propriété intellectuelle (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/20/Rev.2), la note sur la révision 2 du résumé de la politique en matière de droits de propriété intellectuelle (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/ 20/Rev.1/Add.1) et le changement de référence pour la procédure d'approbation intersessions, c'est-à-dire le remplacement du document R.650 par le document 15 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3). Ces documents sont disponibles sur le site internet du CEE-ONU www.unece.org/cefact/cf_docs.html. **(Décision 12-13).**

VIII. Orientation stratégique (point 7 de l'ordre du jour)

35. Le Bureau a organisé une journée complète de débats (point 8 de l'ordre du jour) sur des domaines qui ont eu un impact sur les orientations stratégiques du CEFACT-ONU et du programme de travail 2012-2013 (point 9 de l'ordre du jour). Comme toile de fond, le Bureau a conduit la discussion en soulignant les orientations stratégiques comme décrites dans le document suivant ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/10.

36. La plénière a pris note du document orientation stratégique ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/10. **(Décision 12-14).**

IX. Défis pour la facilitation des échanges et du commerce électronique: visions et réalités pour la collaboration des secteurs public-privé (point 8 de l'ordre du jour)

37. Sous le point 8 de l'ordre du jour, trois groupes de discussions ont présentés des perspectives passées, présentes et futures opportunités des comptes-rendus du CEFACT-ONU :

- Groupe A : "Priorité défis à l'horizon mondial pour élaborer des recommandations aux gouvernements et en soutenant les normes" ;
- Groupe B : "Perspectives du secteur privé et les organisations engagés dans l'élaboration de normes" ;
- Groupe C : "Perspectives des gouvernements et des institutions nationales, régionales et internationales".

38. Des réflexions sur l'évolution historique de l'application de normes ont montré l'importance pour le commerce mondial de l'EDIFACT-ONU et la responsabilité que tient le CEFACT-ONU s'agissant de sa gouvernance en cours.

39. Les présentations et discussions sur le contexte présent a illustré la complexité croissante des normes requises pour la facilitation du commerce et le commerce électronique. Une évidence a également été évoquée sur une plus grande importance de l'ensemble des normes de processus d'affaires plutôt que des messages (décrit par GS1), de nouveaux services identifiés par le Centre pour le Commerce italien, la nécessité de cadres de confiance décrits par le projet de la Fédération Russe et les outils de gouvernance indiqués dans le contexte de l'agriculture française. Les stratégies et les défis des projets de la SEPA auprès de l'Union Européenne a également démontré comment les autres secteurs industriels sont affrontés à une similaire complexité ainsi que les opportunités pour le CEFACT-ONU de tirer profit des leçons apprises.

40. Les différents débats ont également soulevé la question des multiples niveaux de la normalisation et l'alignement de l'accord technique et sémantique à l'appréciation des aspects opérationnels, juridiques et culturels des normes. La Commission européenne a également attiré l'attention sur les aspects internationaux, régionaux et nationaux de normalisation et a salué une coopération plus étroite avec le CEFACT-ONU.

41. Un regard sur l'avenir a été transmis à travers la présentation de l'ISO reconnaissant également les opportunités clés pour la coopération et la coordination des stratégies et programmes de travail avec le CEFACT-ONU, pour servir les parties prenantes à travers le monde dans le développement cohérent et la mise en œuvre de normes mondiales pour la facilitation du commerce et des transactions électroniques.

42. Le Bureau a remercié les orateurs des trois groupes et les délégations de la plénière pour leur participation dans cette session ouverte et espère que l'exercice se révélera utile dans l'élaboration de la discussion sur le programme de travail 2012-2013 du CEFACT-ONU.

X. Programme de travail et prochaines étapes (point 9 de l'ordre du jour)

43. La Bureau a présenté un projet de programme de travail pour 2012 et 2013 du CEFACT-ONU.

44. La Plénière a approuvé le programme de travail du CEFACT-ONU pour 2012-2013 comme présenté dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/11 et a apporté un certain nombre de propositions. Il a demandé au Bureau de délivrer, dans les trois mois, une note qui prendrait en compte les commentaires et les ajouts apportés par les délégations à ce sujet et la façon dont le Bureau les appliquerait. La note devrait être disponible dans les trois langues officielles comme un addendum au programme de travail. La plénière a en outre décidé de publier lors chaque future plénière une liste de projets listés par descriptions, du statut achevé ou en cours, et de propositions de projets dans les trois langues officielles de la CEE-ONU. **(Décision 12-15).**

XI. Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

45. La Plénière a noté le rapport soumis par l'ISO, Comité technique 154.

46. La Plénière a décidé de planifier sa dix-neuvième session début 2013 et a demandé au Bureau du CEFACT ONU, en coopération avec le secrétariat, d'organiser la dite réunion et d'en informer les délégations en conséquence. **(Décision 12-16).**

XII. Élection du président du Bureau (point 11 de l'ordre du jour)

47. M. Stuart Feder a été élu comme le président du Bureau du CEFACT-ONU pour la période février 2012 à février 2015. **(Décision 12-17).**

XIII. Adoption des décisions et du projet de rapport de la dix-huitième session (point 12 de l'ordre du jour)

48. La Plénière a approuvé les décisions prises et le projet du rapport de la dix-huitième session et a demandé au secrétariat d'envoyer le rapport final aux chefs délégations pour confirmation au plus tard le 29 février 2012. **(Décision 12-18).**
